

“L’EUROPÉANISME” ET “L’EUROSCEPTICISME” EN GRÈCE: DIMENSIONS IDÉOLOGIQUES ET REPRÉSENTATIONS POLITIQUES

Introduction

En essayant d’examiner les tendances idéologiques de “l’eupéanisme” et de “l’euroscepticisme” en ce qui concerne la Grèce, c’est essentiel de prendre en compte certains thèmes cruciaux du “contexte politique” et de son évolution. Plus concrètement:

a) En Grèce, on a jamais, jusqu’à présent, effectué un quelconque vote ou référendum concernant les questions européennes, c’est à dire jamais jusqu’à présent ces questions n’ont été posées de manière ouverte et autonome vis-à-vis de la société grecque. Toutefois, tous les traités du processus d’unification européenne (Maastricht, Amsterdam, Traité Constitutionnel Européen – Constitution Européenne), mais également tous les choix politico-économiques qui les accompagnaient historiquement (Intégration dans l’Union Économique et Monétaire – Zone Euro, monnaie unique, Élargissement de l’Union Européenne), ont été votés par le Parlement à grandes majorités par les deux plus grands partis qui ont gouverné la Grèce, mais le débat public autour des problèmes européennes était presque inexistant, même parmi les députés. De plus, les élections européennes (comme d’ailleurs les élections nationales), n’ont jamais fait valoir au premier plan un débat politique concernant les questions européennes, au contraire, on a assisté avec un degré très intense aux querelles politiques internes et à la confrontation des deux grands partis pour la gestion du pouvoir. Dans ce cadre, jusqu’à présent, aucun “clivage européen” n’est apparu, comme auparavant, même de manière secondaire, dans d’autres pays européens. L’Europe n’est ni visible ni omniprésente dans la concurrence politique (Belot – Cautrès 2004, Cautrès – Tiberj 2005).

b) Le résultat de cette spécificité grecque est qu’il n’existe aucun parti ou aucune formation politique qui ne soit constituée, ou, soit, qui ne fasse mention de son opposition à l’eupéanisme” et “l’euroscepticisme”. Les deux grands partis de pouvoir, le parti de centre-droit “Nouvelle Démocratie-N.D.” et celui de centre-gauche

“PASOK” (qui représentent, selon les résultats des Élections Législatives de 2004, 86% du corps électoral) sont des partis qui s’identifient aux idées et aux politiques de l’unification européenne. Le petit parti de la gauche ‘Synaspismos - Coalition’ se considère aussi un parti “proeuropéen” (3.2% du corps électoral aux dernières élections), en dépit du fait qu’une partie importante de ses membres et de ses électeurs provient des mouvements sociaux contre la mondialisation, mais aussi de puissantes portions du gauchisme traditionnel grec. Aux antipodes de l’arc politique “proeuropéenne”, sont placés, d’un côté le traditionnel Parti Communiste Grec (KKE) et de l’autre côté le nouveau parti de l’extrême droite «Ligue Populaire Orthodoxe (LA.O.S)”¹. Cependant, dans les cas de ces deux partis on constate certaines particularités importantes. Le Parti Communiste Grec “KKE” a, en effet, principalement un discours politique “antiaméricain” et “anti-impérialiste”, considérant l’Europe dominée par les choix économiques et militaires des États-Unis. L’existence même de “l’anti-européanisme”, constitue un élément secondaire dans son discours politique, c’est pourquoi d’ailleurs, comme cela apparaîtra ci-dessous, sa base électorale se distingue par un grand double discours par rapport à l’Europe. Dans une large mesure, la même logique politique fait aussi partie intégrante du “LA.O.S.”, qui entre autres n’a absolument pas encore de valeurs idéologiques constituantes de façon caractéristique. Ainsi, ces deux petits partis (représentant, à eux seuls, approximativement 8% du corps électoral aux élections législatives de 2004 – 6% pour le KKE et 2.2% pour LAOS) gagnent bien sûr la préférence électorale d’un grand pourcentage des dits “eurosceptiques”, sans que cependant ceux-ci constituent une majorité claire et distincte au sein de leurs électeurs et sans que bien sûr la composition politico-idéologique de ces partis soit basée sur ceux-ci.

Ces spécificités du cas grec rendent tant “le proeuropéanisme” que “l’euroscepticisme” comme une “terra incognita” (terre inconnue). L’objectif de cette intervention est que

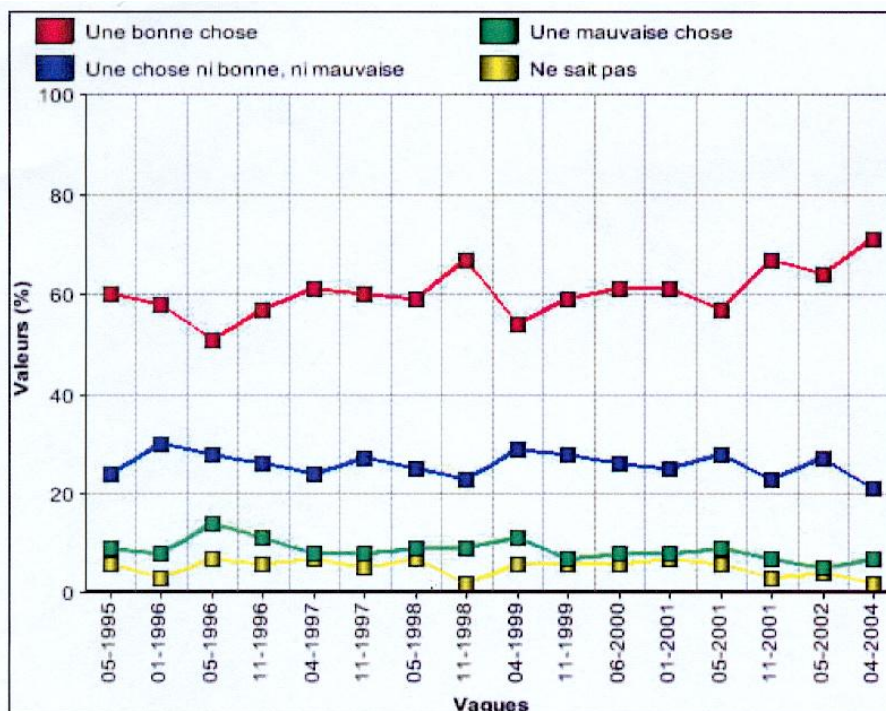
¹ Le LA.O.S. a été créé à la fin des années 2000 par l’ancien député de la Nouvelle Démocratie Giorgos Karatzaferis, connu par l’opinion publique pour les positions nationalistes et xénophobes de son discours politique. Il a été éliminé par son parti pour ses “positions et ses opinions extrêmes” et depuis lors il a entrepris de se positionner sur la ligne des partis de la nouvelle extrême-droite européenne. Son style politique a de nombreuses ressemblances avec celles de Jean-Marie Le Pen. Aux élections législatives de mars 2004, il a obtenu un pourcentage de 2.4%, sans pour autant qu’il réussisse à obtenir un siège au parlement, à cause du pourcentage de 3% exigé pour entrer au parlement. Aux élections européennes de juin 2004, il a obtenu un pourcentage 4,1%, élu lui-même, faisant son entrée au Parlement Européen et intégré au groupe parlementaire “Independence/Democracy Group”. Les sondages aujourd’hui estiment l’influence électorale du parti à un pourcentage de l’ordre de 5%, avec une base socio-électorale, exceptionnellement, cohérente.

ces dimensions idéologiques soient mieux éclairées, que ces facteurs soient cernés, ceux qui composent l'opinion publique grecque face à l'Europe, ainsi qu'apparaisse la relation de ce dernier avec le cadre des valeurs idéologiques de la société grecque et la configuration du système politique. Dans cet objectif, seront utilisés de manière synthétique, aussi longtemps que le permet leur polymorphisme, d'un côté les données de l'Eurobaromètre et de l'autre, les données des enquêtes de comportement politique de la période 1995-2005 de l'Institut des Recherches de l'Opinion Publique VPRC.

1. L'opinion publique grecque "proeuropéenne"

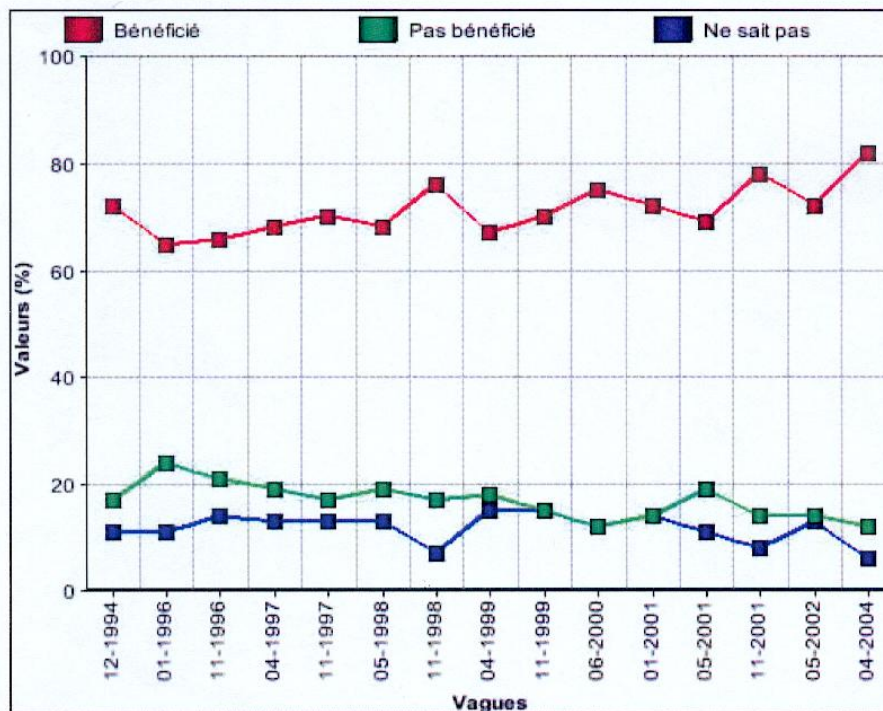
En observant les indicateurs relatifs à l'opinion publique en ce qui concerne l'Union Européenne, on peut constater que la Grèce se place parmi l'un des pays les plus "proeuropéens". Sur base, en effet, des données de l'Eurobaromètre de la période 1995-2004, on remarque nettement que l'opinion publique estime de manière écrasante que "la participation de la Grèce dans l'Union Européenne est une bonne chose" (56-70%), tandis que les opinions contraires sont très minoritaires.

FIGURE 1: La participation de la Grèce dans l'Union Européenne est



Une image analogue résulte également des données de l'Eurobaromètre qui concernent sur l'opinion de la société grecque au sujet de savoir si la Grèce, d'une manière générale, est bénéficiaire quant à sa participation ou non dans l'Union Européenne. Comme il résulte de la Figure 2, on constate que cet avis est systématiquement élevé, avec des pourcentages qui oscillent entre 65 et 80%.

FIGURE 2: La Grèce à cause de sa participation à l'Union Européenne est ...



Parallèlement aux données de l'Eurobaromètre, les enquêtes de comportement politique de l'Institut VPRC en Grèce ont suivi systématiquement une série d'indicateurs qui concernent l'attitude de l'opinion publique grecque face à l'Europe et à l'Union Européenne et qui confirment, mais également approfondissent, l'image initiale de l'Eurobaromètre. Un tel indicateur concerne l'opinion (positif, négatif ou neutre) de la société grecque concernant l'Union Européenne, laquelle conformément aux études de la VPRC, enregistre systématiquement une position positive, passant de 71% en 1996 à 74% en 2004 (*Tableau 1*).

TABEAU 1

L'opinion sur l'Union Européenne (U.E.) (pourcentage %)

	1996	1997	1999	2001	2004
POSITIF	71	75	64	66	74
NÉGATIF	23	14	14	18	10

Source: VPRC, Données Annuelles des Enquêtes de Comportement Politique

Un autre indicateur concernait la perspective d'intégration de la Grèce dans l'Union Économique et Monétaire (UEM). Cette dernière était le choix politique majeur des gouvernements grecs pendant la période 1996-2000. Ce choix a eu un énorme consentement. Dans le cas hypothétique de la réalisation d'un référendum, le choix du "OUI" se situait entre 64 et 72%, tandis que le rejet du "NON" entre 14 et 20% (Tableau 2). Le choix du "OUI" apparaissait s'infiltrer d'une manière équivalente dans tout le spectre des partis politiques et de la scène politique: conformément aux données des études de l'année 2000, l'année pendant laquelle la Grèce a intégré formellement l'UEM, les électeurs du PASOK déclaraient être des partisans du "OUI" avec un pourcentage de 78%, les électeurs de la Nouvelle Démocratie partisans du "OUI" avec un pourcentage de 70%, les électeurs du Synaspismos (parti de la gauche radicale alternative) partisans du "OUI" avec un pourcentage de 71%. Seulement les électeurs du Parti Communiste Grec (KKE) apparaissaient substantiellement divisés, avec 51% pour les partisans du "NON" contre 36% pour les défenseurs du "OUI".

TABLEAU 2

L'opinion sur l'intégration de la Grèce dans l'UEM en cas de referendum (pourcentage %)

	1996	1998	1999	2000
OUI	72	64	70	69
NON	14	20	17	17

Source: VPRC, Données Annuelles des Études sur le Comportement Politique

Une première conclusion donc qui résulte tant des données de l'Eurobaromètre que celles de l' Institut VPRC, c'est que le "proeuropéanisme" constitue pour la société grecque, au moins dans un premier niveau, une attitude idéologique dominante. En outre, comme cela apparaît également dans le tableau 3, où est présentée sur la base de données de 2004 de la VPRC la relation entre l'identification / sympathie partisane² et

² L'indicateur d'identification / de sympathie partisane constitue un indicateur additif qui résulte de la combinaison, simultanément, des questions d'identification au parti ('Vous sentez-vous proche d'un parti politique?', si oui, 'lequel'?', 'Combien vous sentez-vous proche de lui?', 'très proche?', 'proche?')

le proeuropéisme, ce dernier infiltre horizontalement tous les partis politiques et les espaces politiques, en dépit des distinctions existantes qui apparaissent au sein du Parti Communiste et du parti nouvellement formé, le “LA.O.S.”. Comme cela apparaît dans le tableau 3 ci-dessous, la puissante idéologie proeuropéenne a pour résultat celui de l’attitude face à l’Europe, de ne pas créer un “clivage fort” au sein du système politique et donc de ne pas constituer un puissant facteur déterminant de la préférence partisane.

TABLEAU 3

Attitudes sur l’Europe et identification / sympathie partisane) (%)

Attitude face à l’UE	PASOK	ND	PC (KKE)	SYNASPISMOS	LA.O.S	«Indépendants»	Total
Positif	81	82.1	40.0	70.5	57.9	59.4	74.1
Négatif	5.6	5.7	40.0	13.6	21.1	14.9	9.9
Aucune/ Indifférente	13.4	12.2	20.0	15.9	21.0	25.7	16.0

Source: VPRC, Données Annuelles des Enquetes de Comportement Politique, 2004

Étant donné que l’identification / sympathie partisane continue de constituer jusqu’aujourd’hui en Grèce un puissant paramètre du comportement politique (les sondages préélectorales de la VPRC de 2004 ont enregistré un pourcentage de 15,5%³ des électeurs-citoyens “indépendants”), il est conforme de supposer que les opinions des citoyens par rapport à leurs opinions et leurs sentiments face à l’UE “sont colorés” en fonction des positions et des orientations (même dans les cas de leurs double discours) des partis politiques qu’ils soutiennent.

Les données du tableau 3 démontrent bien sûr que le noyau le plus dur des “antieuropéens” est enregistré principalement au sein du Parti Communiste et deuxièmement au sein du LA.O.S., néanmoins dans ces deux groupes d’électeurs la tendance “proeuropéenne” est assez forte.

‘pas tellement proche’ ?) et de la sympathie au parti (si vous ne vous sentez pas proche d’un parti: ‘existe-t-il un parti qui se trouve aujourd’hui davantage proche de vos idées et opinions personnelles?’).

³ Ce fait est dû à la traditionnelle hyper-politisation qui caractérise la société grecque et dans une large mesure elle interprète autant la résistance des deux grands partis de gouvernement (celui de centre-droit la Nouvelle Démocratie et de centre-gauche le PASOK) que l’hégémonie presque absolue du bipartisme, et en particulier dans les conditions de grande participation aux élections (le pourcentage de l’abstention ne dépasse pas le 5-8% aux élections législatives).

2. L' Europe dans l'espace politico-idéologique de la Grèce

Toutefois, la question qu'on obscurcie et qui sied d'être déceler, concerne les éléments constitutifs du "proeuropéanisme" grec. C'est-à-dire, quelles sont ses conditions matérielles, ses caractéristiques politico-idéologiques dominants, mais aussi ses contradictions internes. Nous aurions pu faire remarquer, à travers les données que nous disposons, trois hypothèses:

a) le "proeuropéanisme" de la société grecque est directement lié aux perspectives de la croissance économique et de la modernisation politique du pays. Dans une question spécifique concernant les avantages (bénéfices) spécifiques de la Grèce quant à sa participation dans l'UE selon une étude de la VPRC de 1997, trois des quatre des avantages (bénéfices) de base du pays qui ont été mentionnés concernaient des questions d'ordre économique, soit celles liés à la situation économique du pays d'une manière générale soit celles liées à la situation économique personnelle: croissance économique du pays (67%), augmentation du niveau de vie des citoyens (60%), diminution de l'inflation (50%). Au contraire, en ce qui concerne la question du chômage on a enregistré un chiffre beaucoup plus bas et qui atteignait à peine les 29% (tandis qu'au contraire 59% considérait que l'UE et ses politiques ont eu une influence négative). Nous reviendrons sur cet élément dans les analyses ci-dessous.

L'opinion publique grecque est par conséquent proeuropéenne dans la mesure où elle attend (et à une échelle importante elle réussit) de sa participation dans l'Europe un niveau économique, de vie et de consommation plus élevé. Le proeuropéanisme de la société grecque, pendant une grande période qui débute dès le rétablissement des institutions démocratiques en 1974 et jusqu'à nos jours, est identifié à la notion et à la perspective de la croissance économique et à l'éradication des symptômes du retard social. Cet élément se trouve au sein de l'énorme consentement social quant à l'orientation proeuropéenne.

b) le "proeuropéanisme" de la société grecque est également directement lié à l'insécurité des citoyens quant aux problèmes qui concernent les relations greco-turques et la "menace extérieure". Le quatrième avantage de base du pays concernant sa

participation dans l'UE, selon l'étude précitée de 1997, troisième par ordre d'appréciation, c'est l'utilité de la politique extérieure et de défense (54%). L'opinion publique grecque considère que l'UE constitue substantiellement un "ombrelle (bouclier) de sécurité" face aux menaces extérieures, celles provenant de la Turquie. Cette idée renforcée et cette position psychologique traduit à première vue l'attitude contradictoire de l'opinion publique grecque face à l'intégration de la Turquie dans l'UE: Selon une enquête spéciale de la VPRC pendant la période Octobre-Novembre 2005, l'opinion publique grecque était hostile à l'intégration de la Turquie dans l'UE (28,8% Pour, 57,7% Contre, 13,5% Indifférents et Neutres)⁴; elle considère cependant qu'avec cette intégration de la Turquie "la Grèce sera moins en danger" (55%).

c) enfin ce "proeuropéanisme" est plutôt un "proeuropéanisme ethnocentriste", "un proeuropéanisme introverti". Il ne présente donc pas des éléments d'un "cosmopolitisme" émotionnel positif ou encore d'une tolérance au "multiculturalisme international" et de ce fait il prédispose à l'existence latente de la tendance "euroscepticiste" comme contenu du "proeuropéanisme"⁵.

Premièrement, l'opinion publique grecque est très "gréco-centriste". Elle suit très peu les évolutions politiques et économiques au sein de l'Union Européenne et est très peu informée de celles-ci. Par exemple, le moyen d'information concernant l'élargissement de l'UE sur une échelle de 1-10 (où sur une échelle de 1 s'auto-placent comme les non informés et sur celle de 10 les plus informés) a été enregistré dans une étude spécifique de la VPRC en 2003 s'élevant à 4,06. Le 73,6% de la société grecque a été placé en ce qui concerne le degré de son information sur une échelle de 1 jusqu'à 5. À peine 11% approximativement semblait appartenir sur des échelles de 8, 9 et 10, se considérant être très informés des sujets de l'élargissement de l'UE. L'élément le plus intéressant, cependant, pour cet élargissement proprement dit, a été enregistré d'une manière plutôt marginale (40,4%), tandis qu'aussi l'indicateur cognitif (connaissance des pays qui font partie de l'élargissement) exceptée celle de Chypre que tout le monde connaissait, a été enregistré aux alentours de 30%.

⁴ L'attitude de l'opinion publique grecque face à l'éventualité d'une intégration de la Turquie dans l'UE a toujours été négative. Selon les données de la VPRC, en 1999 les partisans du NON à l'intégration atteignaient 43% et ceux du OUI 31%, tandis qu'en 2004 les partisans du NON atteignaient 54% contre 34% pour ceux du OUI.

⁵ On utilise le terme "ethnocentrisme" en connaissant que ce terme «est plus extensif que celui de racisme, parce qu'il tient compte de la double dimension, positive et négative, des relations aux groupes et que les critères d'inclusion ou d'exclusion ne sont pas nécessairement la "race" stricto sensu mais la culture» (Mayer – Roux 2004, 98).

Ensuite, les opinions contradictoires qui constituent l'opinion publique grecque par rapport à l'élargissement et au fonctionnement de l'UE renforcent de plus en plus l'hypothèse selon laquelle elle est influencée dans une large mesure par des représentations stéréotypées, ou des vues "matérialistes". Ainsi, on considère que l'élargissement "renforce l'UE" (52%), mais aussi "gênera la prise de décisions au sein de celle-ci" (55%), "ouvrira la voie à des grands marchés pour les produits grecs" (69%), "crée une phobie quant à l'entrée de plus d'immigrés dans le pays" (71%), "générera de grands problèmes sur l'agriculture grecque" (56%), "générera de grandes opportunités pour les entreprises grecques" (66%), mais la "Grèce bénéficiera d'une aide économique minime" (57%) et "les grecques et les grecs ne pourront plus trouver du travail dans les nouveaux pays dans lesquels s'est effectué l'élargissement" (44%).

Cependant l'élément principal qui argumente la définition du "proeuropéanisme introverti", ce sont les caractéristiques grandissantes d'une crainte par rapport à l'identité nationale ("grécity") qui sont intrinsèques à la société grecque. Au même moment, malgré les avantages économiques et politiques que la Grèce acquiert de l'UE, on considère que cette dernière, simultanément, représente un risque pour l'identité nationale pour la majorité de la société grecque, ou en le formulant différemment, la peur pour l'altération de l'identité nationale qu'implique une plus large intégration dans un cadre politico-économique est le prix cher à payer quant aux avantages économiques et politiques. Le pourcentage correspondant est régulièrement majoritaire pendant la période 1998-2003, atteignant un niveau élevé en 2001 avec 62% (*Tableau 4*).

TABLEAU 4

"Au sein de l'Europe nous risquons de perdre notre identité nationale" (pourcentages %)

	1998	1999	2001	2002	2003
D'accord + plus ou moins d'accord	52	58	62	51	53
Pas d'accord + plus ou moins pas d'accord	27	22	22	28	30

Source: VPRC, Données Annuelles des Enquêtes de Comportement Politique

L'opinion sur le danger de la perte de l'identité nationale, avec bien sûr des tensions diverses, fait partie intégrante de tout le spectre du système politique. Ainsi 45% des électeurs du PASOK sont d'accord, 60% des électeurs de la Nouvelle Démocratie, 66% du Parti Communiste (KKE), 40% du Synaspismos et 80% des électeurs du LA.O.S. Elle est, cependant, aussi présente et d'une manière presque équivalente, dans toutes les classes sociales, elle présente donc un "multi-sélectionnisme de classe" impressionnant. Un pourcentage de 47% des classes sociales supérieures approuve, 55% des classes sociales moyennes, 46% des classes sociales populaires (et relativement assurées) et 55% des "pauvres" et des "nouveaux pauvres" (c'est-à-dire des groupes sociaux qui se trouvent sous le seuil de la pauvreté)⁶ (b).

3. Facteurs déterminants du "proeuropéanisme" et des tendances "euroscepticistes" – Structurations sociales et politiques des attitudes vis-à-vis de l'Europe

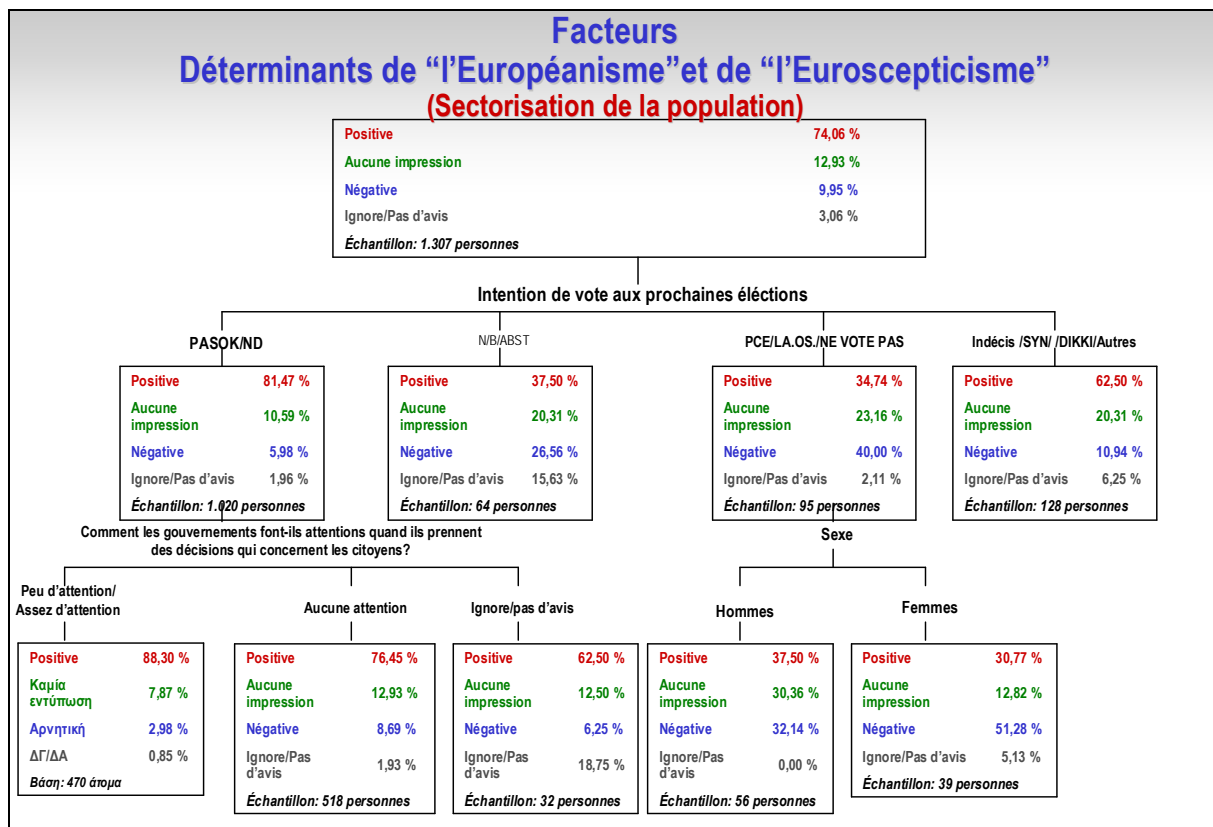
Avec la technique de l'analyse de sectorisation de la population que nous avons réalisée sur la base des données d'études de 2004 de la VPRC et avec pour variable de base l'avis concernant l'Union Européenne, cette technique nous a conduit à certaines conclusions délicates en ce qui concerne les facteurs politiques ou sociaux déterminants tant du "proeuropéanisme" que des dimensions "euroscepticistes". Nous avons défini le "proeuropéanisme" comme étant l'avis positif et "l'euroscepticisme" comme l'avis négatif.

L'analyse comparative des données a montré, premièrement, que le **vote (c'est-à-dire la préférence électorale) constitue aussi pour les deux pôles la variable déterminante de base**. Les électeurs des deux grands partis concentrent 81,5% des avis positifs face à l'Union européenne (avec un pourcentage national de 74%) et 5,98% des avis négatifs (avec un pourcentage national de 9,95%). Inversement, les défenseurs de l'abstention, des votes nuls ou blancs, ainsi que les électeurs des deux partis extrêmes du système politique, le Parti Communiste Grec (KKE) et le LA.O.S., présentent des taux beaucoup plus minimales quant aux avis positifs (37,5 et 35% respectivement) et, simultanément, des taux beaucoup plus forts concernant les avis négatifs. Plus on s'écarte du choix

⁶ Pour l'élaboration de l'indicateur d'intégration sociale, ont été utilisées les variables du revenu, du niveau d'éducation, de la profession analytique et de la position dans la profession, du patrimoine et de la possession de biens de consommation

politique du bipartisme, autant on a plus de probabilités d’adhérer à des idées “euroscepticistes”. Comme on peut le constater dans la figure 3, les variables sociales, économiques ou éducatives, ainsi que d’autres qui sont politico-idéologiques, comme l’auto-positionnement sur l’échelle Gauche/Droite, ne constituent pas de facteurs déterminants délicats de l’attitude face à l’UE ou, dans le meilleur des cas, constituent des facteurs d’une importance secondaire.

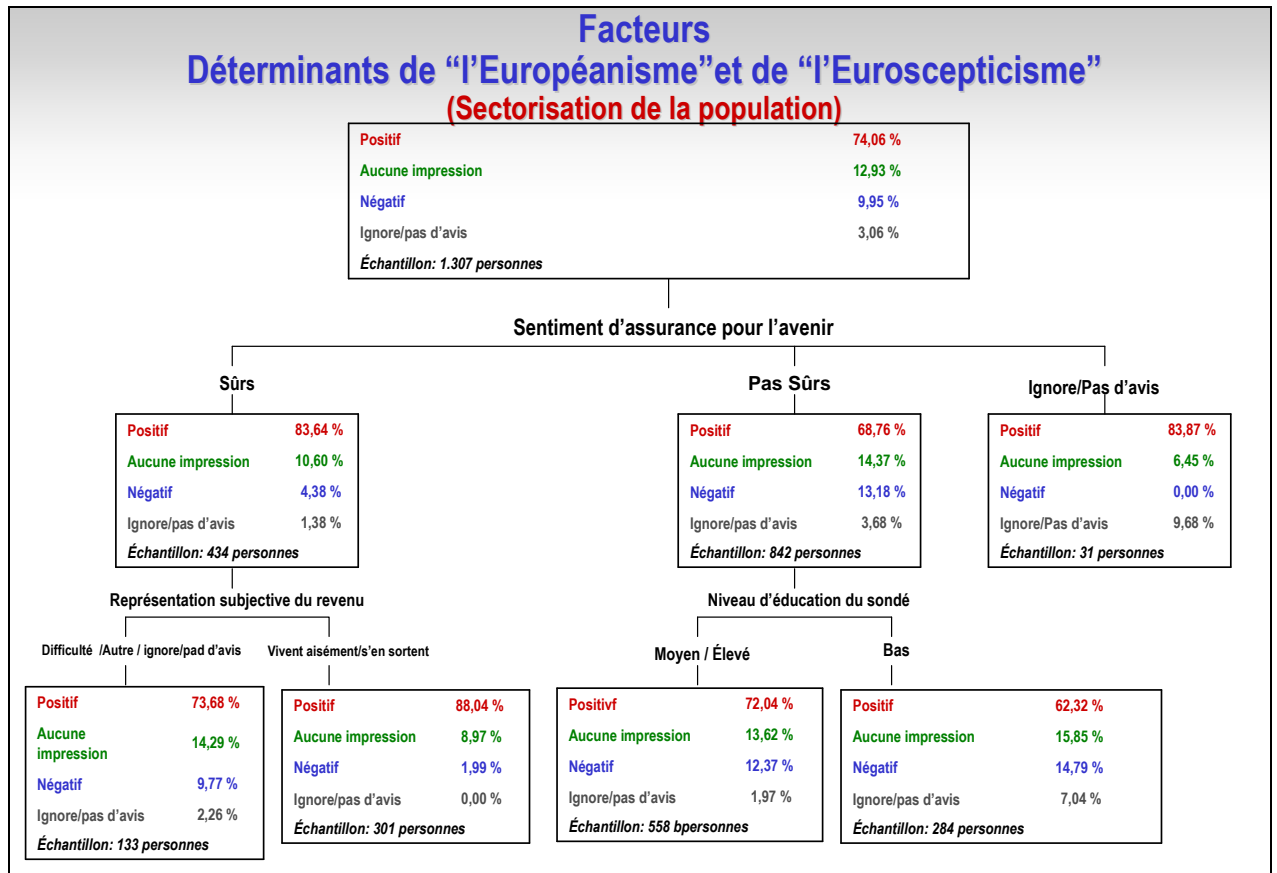
FIGURE 3



Si, de l’analyse de la sectorisation on enlevait la variable du positionnement partisan, comme le plus important facteur déterminant de l’attitude face à l’UE, il semble se révéler le **sentiment d’assurance quant à l’avenir**. On observe ainsi, que l’avis négatif face à l’UE apparaît beaucoup plus fort chez les citoyens non-assurés (principalement dans le secteur du travail), ou deuxièmement encore, chez ceux qui sont confrontés aux difficultés qui ont un lien avec leur situation économique actuelle. Dans ce cas on constate un clivage latent de la “classe sociale” dans les positions concernant l’acceptation ou non de l’Europe, avec pour résultat les citoyens les plus pauvres ou

plus en général les couches sociales basses à tendre davantage vers des idées “euroscepticistes” (Figure 4) (Tiberj 2005).

FIGURE 4



4. Le Référendum français de 2005 et ses répercussions sur l'opinion publique grecque

Le référendum du 29 mai 2005 en France pour ou contre le Traité Constitutionnel Européen (Constitution Européenne) constitue, peut-être, un point d'incision, pour l'opinion publique grecque en ce qui concerne l'Union Européenne et ses politiques. Son rejet par les citoyens français a particulièrement eu un effet de surprise chez l'opinion publique grecque et a provoqué l'étincelle d'une extériorisation structurée de nombreuses critiques jusqu'à alors latentes contre les politiques de l'UE.

Une étude spécifique de la VPRC en juin 2005, au sujet du résultat du référendum français, a essayé de détecter les perceptions les plus profondes de la société grecque par rapport à la Constitution Européenne, ainsi que l'opposition du peuple français face à celle-ci. L'étude, comme presque toutes les études antérieures qui ont eu pour champ d'étude les questions européennes, a certifié une fois encore l'orientation "proeuropéenne" générale de la société grecque (73% de l'opinion publique grecque se déclare en faveur de l'Unification Européenne et à peine 15,5% contre cette perspective), mais aussi l'indice le plus bas d'information concernant la Constitution Européenne, lequel s'élevait à un pourcentage exceptionnellement faible de 13% (beaucoup + assez informés). Et ces deux composantes ont déjà été enregistrées de manière diachronique. Simultanément, les sentiments provoqués par le résultat du référendum français se manifestent d'une manière positive (48% pour, 21% contre et 19% se déclarent neutres), tandis qu'à la question vitale selon laquelle "que voteriez-vous lors d'un référendum éventuel en Grèce concernant la Constitution Européenne?", 46% des interrogés répondent NON, 23% OUI, tandis que 31% ont du mal à formuler un avis. Une étude plus systématique sur la prédisposition de ces 31% de ce "vote non-élucidé", montre que la relation finale entre le "NON" et le "OUI" serait formulée, dans le cas d'un référendum, approximativement entre 60% et 40% en faveur du NON. Ce fait constitue en lui-même déjà une "surprise". Qu'est-ce qui s'est passé entre-temps et comment le "proeuropéanisme" général a-t-il pu se transformer en une disposition négative face à une question nodale, celle de l'évolution de l'union européenne, alors qu'au même moment pendant la décennie précédente on enregistrerait des avis favorables de l'opinion publique, tant sur le Traité de Maastricht, que l'Union Économique et Monétaire ou la monnaie unique.

Premièrement, une étude plus analytique des raisons sur la préférence pour le NON, révèle deux critiques différentes contre la Constitution Européenne: une “critique socio-démocratique” (laquelle recherche une réduction des inégalités sociales et économiques, plus de participation aux mécanismes de prise des décisions, espère à une renégociation afin que le Traité soit rendu meilleur, exerce une critique contre la non-assurance du processus d’unification politique de l’Europe) et une “critique ethnocentriste” (laquelle manifeste principalement une opposition à l’intégration de la Turquie et deuxièmement contre le risque de perte de l’identité nationale). Le premier type de critique concerne approximativement 66% des défenseurs du “NON”, le deuxième type, 28,5% approximativement des mêmes défenseurs (*Tableau 5*).

TABLEAU 5

Les raisons pour lesquelles, l’opinion publique grecque voterait NON à un éventuel référendum sur la Constitution Européenne

Renégociation pour une meilleure constitution	21.3	}	66.1
Renforcement des inégalités sociales et économiques	24.9		
La non-assurance de l’unification politique de l’Europe	4.7		
Les citoyens ne participent au mécanisme de la prise des décisions	15.2		
Refus de l’intégration de la Turquie dans l’UE	19.6	}	28.4
La menace de l’identité nationale	8.8		
Sans réponse précise	5.5		

De plus, l’origine politique électorale du NON montre une nouvelle fois une infiltration horizontale impressionnante. Comme on peut l’observer dans le tableau ci-dessous, les plus grands taux de refus proviennent de l’extrême-droite symbolisée par le LA.O.S. et du Parti Communiste (KKE). Cependant la dynamique du NON infiltre les corps électoraux de tous les partis.

TABLEAU 6

Vote à un éventuel référendum sur la Constitution conformément au vote partisan des élections législatives de 2004 (pourcentages %)

	Nouvelle Démocratie	PASOK	PC (KKE)	SYNASPISMOS	LA.O.S
NON	32.7	56.2	72.7	57.1	83.3
OUI	32.2	17.4	18.2	23.8	-
<u>J'IGNORE</u> <u>/JE NE</u> <u>RÉPOND</u> <u>PAS</u>	35.2	26.4	9.1	19.0	16.7

Source: VPRC, Sondage concernant la Constitution Européenne, Juin 2005

Pour l'inversion donc du climat, on peut faire remarquer, comme cela apparaît lors d'une lecture synthétique des données diachroniques, les raisons suivantes:

a) la perspective de la croissance économique qui dans une large mesure a constitué la force motrice du "proeuropéanisme" semble épuisé petit à petit sa dynamique. La demande de la cohésion sociale, avec un accent sur la lutte contre le chômage commence à émerger sur la scène européenne. À cette question, comme stipulé ci-dessus, l'appréciation de l'opinion publique grecque était que l'intégration de la Grèce en Europe n'avait pas réussi à contribuer d'une manière positive. Cependant, cette opinion était guidée par d'autres avantages. L'aboutissement d'un premier cercle historique, avec la réalisation d'une croissance économique pendant les décennies '80 et '90, modifie "l'agenda" des représentations sociales, en révélant au grand jour les problèmes liés au chômage et par extension ceux liés à la cohésion sociale.

b) cet piédestal social active davantage le syndrome "phobique" de la perte de l'identité nationale, ou du moins de sa mutation. L'"ethnocentrisme" qui s'élargit et qui est reproduit commence à avoir une participation plus active dans le système de valeurs de la société grecque, un ethnocentrisme autonome par rapport aux caractéristiques "proeuropéens".

c) le mécontentement qu'a provoqué l'attitude de l'UE et de la plupart des gouvernements concernant le Plan Anan pour la résolution du problème Chypriote dans la société grecque, a joué un rôle déterminant. L'opposition des Chypriotes à ce plan, qui s'est exprimée avec le référendum d'Avril-Mai 2004, a eu un soutien idéologique complet de la société grecque qui elle-même, selon les sondages rejetait ce plan. La conséquence, c'est le mécontentement contre l'attitude de l'UE face au problème Chypriote qui s'est traduit en juin 2004 (elle coïncidait avec les Élections Européennes) par un pourcentage élevé de 70,6%.⁷

d) une raison essentielle qui ne doit pas être négligée, c'est aussi l'opinion de la société grecque concernant l'attitude de l'UE relative à la guerre en Irak. Le pourcentage des personnes satisfaites de cette attitude s'élève à 8,1% et à 81,5% pour les insatisfaits⁸. La guerre en Irak active et fortifie dans la société grecque un sentiment "antiaméricain", lequel constitue une caractéristique renforcée de l'idéologie politique grecque des 50 dernières années.

⁷ La question relative qui a été posée avant les Élections européennes de juin 2004 dans une étude de la VPRC était: "Combien êtes-vous satisfait(es)/ou sentez-vous satisfaits de l'attitude de l'Union européenne quant au problème chypriote? Diriez-vous que vous vous sentez très, assez, pas tellement ou aucunement satisfait(es)?" et les réponses correspondantes étaient les suivantes: très 2,8%, assez 14,6%, pas tellement 40,4% et aucunement 30,2% (Sans opinion: 12%).

⁸ Et cette question a été posée à un moment où elle coïncidait avec les élections européennes de juin 2004 pendant une étude de la VPRC et la formulation exacte était: Combien êtes-vous satisfait(es)/ou sentez-vous satisfaits de l'attitude de l'Union européenne avec la guerre en Irak? Très, assez, pas tellement ou aucunement satisfait(es)?" et les réponses correspondantes étaient les suivantes: très 0,6%, assez 7,4%, pas tellement 30,5% et aucunement 30,2% (Sans opinion: 12%).

Conclusion: une tentative de récapitulation

Toutes les données susmentionnées, avec leurs dynamiques et leurs contradictions conduisent à un constat général: le “proeuropéanisme” dans la société grecque constitue une idéologie et un choix absolus, articulés autour de perspectives économiques et politiques spécifiques. Croissance et Sécurité constituent les deux pôles constitutifs de cette idéologie. Sa forte influence n’a pas laissé, au moins jusqu’à présent, que soit modelée avec une autonomie relative un puissant pôle d’extériorisation, en dépit du fait que dans son espace interne, sont localisées des dimensions “euroscepticistes”. La position absolue, enfin, des partis politiques, ainsi que l’influence de la bipolarisation, ont anéanti assez le paysage politico-idéologique.

Cependant, personne ne peut ignorer les dynamiques qui sont dissimulées. Dans la mesure où le “proeuropéanisme” de la société grecque présente des caractéristiques “matérialistes” et “introvertis” intenses, on ne peut pas exclure que l’éventualité d’une modification des conditions et de l’environnement, commence à être contestée sérieusement à l’avenir. L’ “épuisement” des perspectives de la croissance économique et la stabilisation du sentiment de “sécurité nationale” modifient probablement d’une manière progressive l’attitude des grecques et des grecs face à l’Europe, ou au moins font resurgir à la surface également d’autres attitudes idéologiques dynamiques. Déjà, comme susmentionnés, dans les avantages qui découlent de la participation dans le processus d’unification de l’Europe, n’est pas comprise – contrairement bien sûr – la réduction du chômage. On touche donc indirectement à un problème majeure qui préoccupe les politiques de cohésion sociale en Europe et qui sous certaines conditions pourrait initier des changements importants dans le cadre idéologique du dipôle “proeuropéanisme”-“euroscepticisme”, en renforçant ainsi mieux les tendances existantes de l’ethnocentrisme. Les structures d’ “accueil” dans le système politique des tendances euroscepticistes ont également été renforcées avec la présence du parti LA.O.S., sa structure populiste laquelle entreprend déjà de rassembler les inquiétudes européennes de différentes portions de la société grecque.

Références bibliographiques

Baimbridge, M. – Burkitt, B. – Macey, M. (1994), “The Maastricht Treaty: Exacerbating Racism in Europe?”, *Ethnic and Racial Studies*, 17 (3), 420-441.

Belot, C. (2002), “Les logiques sociologiques de soutien au processus d’intégration européenne: éléments d’interprétation”. *Revue internationale de politique comparée*, 9 (1), 11-29.

Belot, C. – Cautrès, B. (2004), “L’Europe, invisible mais omniprésente”, dans Cautrès, B. – Mayer, N. (dir.) *Le nouveau désordre électoral – Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 119-141.

Cautrès, B. - Tiberj, V. (2005), *Une sanction du gouvernement mais pas de l’Europe. Les élections européennes de juin 2004*, Paris, Cahiers du CEVIPOF No 41.

Mayer, N. – Roux, G. (2004), “Des votes xénophobes ?”, Cautrès, B. – Mayer, N. (dir.) *Le nouveau désordre électoral – Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, p.97-117.

Ross, G. (2000), “Europe becomes French Domestic Politics”, dans Lewis-Beck, M. (ed.) *How France Votes*, New York, Seven Bridges Press, p. 87-114.

Tiberj, V. (2005), “En haut, en bas, à gauche, à droite: les clivages sociologiques dans l’explication du 29 mai”. *Revue Politiki Epistimi (Science Politique)*, No 2, 30-41